

Bonjour Monsieur le président,  
Bonjour Madame, bonjour Messieurs

Je suis simple citoyen, j'habite, je travaille à TOULOUSE et je suis originaire du SUD-GIRONDE donc concerné par cette enquête pour laquelle je vous remercie de me laisser exprimer une contribution.

N'étant pas un orateur chevronné, je serai bref, mon intervention ayant pour seul objectif d'attirer l'attention de la commission sur la récente détermination des habitants du Sud-Gironde à s'opposer à ce projet. Cette opposition se manifeste de plus en plus dans la presse locale et au fur et à mesure des réunions.

En effet, depuis le mois de JUIN 2005, le projet de cette fameuse LGV commence à prendre forme, et les oppositions s'organisent, un collectif des différents Maires des petites communes se constitue. Les Maires des petites communes ont avec eux les habitants des communes situées sur le tracé, et ces élus, qui sont habitués aux enquêtes publiques ont pour mission à s'opposer aux projets lorsque ces derniers amènent des contestations.

Le seul point qui apparaît probablement réglé est celui du tracé ; sur les trois tracés possibles présentés dans les mairies, vous dites ( je cite) *« Cette première analyse fait apparaître une sensibilité relative moindre pour le couloir dit Sud entre Bordeaux et Agen, par ailleurs nettement plus économique que les deux autres »*,

Tout le monde a compris que les choix étaient faits, d'autant que dans cette région on n'a pas oublié l'expérience très récente de l'enquête préalable au tracé de la route à grand gabarit , enquête qui n'avait pas tenu compte des propositions locales.

Les girondins sont admiratifs devant la performance industrielle d'Airbus Industries, ils sont fiers d'y participer modestement en regardant passer les convois, même si cet aménagement routier est de plus en plus emprunté par les camions qui souhaitent éviter les péages autoroutiers.

Le Conseil Général de la Gironde a fait connaître sa position depuis bien longtemps. Il représente le département. Il ne veut pas de cette ligne. Le Conseil Economique et Social Régional conteste la priorité de cet axe par rapport notamment à d'autres, qui figurent au schéma des réseaux ferrés européens. Le Conseil Régional, c'est officiel vient de s'associer sur une position identique.

Cela veut dire, en définitive, que ce projet ne reçoit l'aval de personne dans le périmètre du département de la Gironde.

Le sud-gironde n'a qu'une priorité, pas une autre : supprimer le mur de camions sur l'A10. Pourquoi lorsque la population se prononce aussi nettement sur une priorité, ne tient-on pas compte de cette priorité s'agissant d'un projet de même nature ?

Nous ne voulons pas d'une ligne Bordeaux-Toulouse avec un projet aussi précipité.

Nous voudrions plutôt un projet qui contribue à l'élimination de ce mur de camions, nous voudrions laisser s'exprimer le projet TGV Sud Europe-Atlantique comme prévu dès 2006, nous voudrions une lecture globale de l'ensemble de ces projets intégrant aussi le tracé de l'A65 (BORDEAUX-PAU).

Les sylviculteurs, qui sont confrontés au tracé du gaz, à celui de l'autoroute, et à celui de la LGV considèrent qu'ils ne peuvent accepter le projet de ligne à grande vitesse Bordeaux-Toulouse qui viendrait non seulement ajouter des nuisances mais aussi et surtout amputer encore une fois leurs ressources.

Les écologistes, les chasseurs dénonceront les nuisances et la destruction de milieux naturels et d'espèces rares.

Nous sommes dans la forêt landaise, où l'on a énormément d'eau, même superficielle ; on a énormément de petits fossés, et bien sûr aussi les « grandes rivières » qui traversent tout le massif. La circulation des eaux va être coupée, donc les écosystèmes seront modifiés de façon irréversible.

En conclusion, choisir de construire cette LGV Bordeaux-Toulouse alors que l'Aquitaine n'a toujours aucune alternative ferroviaire à opposer au transport routier, c'est une grave erreur, la LGV Bordeaux-Toulouse n'est pas prioritaire.

Enfin, et je souhaite terminer sur ce point très important, faire systématiquement passer tous les nouveaux projets dans les zones naturelles préservées est une faute, une faute vis-à-vis des générations futures.

Pour donner du sens aux concepts de développement durable dans l'intérêt de ces générations futures, il faut apprendre à réutiliser, à adapter nos infrastructures. Ce projet est l'occasion de le faire.

Pour toutes ces raisons et parce que ces projets ne répondent pas à leurs attentes, les habitants du sud-gironde s'y opposeront comme les habitants du nord toulousain se sont opposés au projet du deuxième aéroport .